

## Habitat et logement

## Le coup d'accélérateur des travaux des 1 100 logements de Bikélé

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

Alors qu'il vient de recevoir une partie de l'enveloppe attendue dans le cadre de l'exécution de ce projet, Blaise Wada, le coordinateur de l'Unité de coordination de l'étude et des travaux (UCET), a réuni mardi dernier à Bikélé les PME impliquées dans ce chantier. Les entreprises comme Baticom Gabon et Tsiengui services se distinguent déjà.

À quelques mois de la livraison de ce chantier (janvier 2016), les PME engagées dans la mise en œuvre du projet des 1100 logements de Bikélé se sentent quelque peu revigorées avec l'annonce du versement d'une partie de l'enveloppe attendue. Selon Blaise Wada, le décaissement de ce montant d'un peu plus de 5 milliards de francs devra, impérativement, donner un



Photo : MSM

Les PME gabonaises sont à pied d'œuvre sur ce vaste chantier.



Photo : MSM

La briqueterie de Baticom Gabon.

coup d'accélérateur à l'exécution du projet.

« Doublez les équipes, s'il le faut. Dans tous les cas, accélérez la cadence », a lancé M. Wada à l'endroit des responsables des PME. Une exhortation qu'il sait d'avance qu'elle sera observée, au regard de l'engagement dont certaines ont fait preuve, en préfinançant les travaux à des taux

relativement élevés.

« Les entreprises gabonaises commises à la tâche sont très sérieuses. Elles travaillent de vous-mêmes », s'est réjoui M Wada.

Des assurances qui n'occulent pas cependant le contrôle sur l'implication des unes et des autres. Il a distribué à cet effet des bons et des mauvais points

aux entreprises bénéficiant des lots sur ce chantier.

Dans ce registre, Tsiengui services, une toute jeune PME locale, tient le haut du tableau du niveau d'avancement des travaux. De même, Baticom Gabon, qui a remplacé aux pieds levés une PME ayant hérité d'un lot de construction de 25 logements, s'affiche comme la cheville ouvrière de ce chantier.

A moins d'un mois du lancement de l'exécution de ce lot, les différentes fondations sont déjà faites et les équipes rencontrées sur le chantier s'activent à monter fosses sceptiques et pui-

sards.

**IMPLICATION\***Après avoir constaté la baisse du rythme de travail sur l'ensemble du chantier des 1100 logements, Baticom Gabon a construit, par ailleurs, une unité de fabrication de briques, fournissant 8000 à 10 000 briques/jour (à plein régime). Une aubaine pour l'UCET, car cette unité approuve sans exigence financière préalable l'ensemble des PME engagées sur ce chantier.

Son directeur général, Thiény Demba, a confiance dans ce projet. D'où sa to-

tales implication. Il voit en cela la déclinaison pratique, en termes de logements sociaux, du Plan stratégique Gabon émergent. Il se donne l'ambition de mettre sa signature dans l'ensemble des projets d'infrastructures initiés dans le cadre de ce plan stratégique, pourvu qu'on lui en donne l'opportunité, argumente-t-il.

Après la bonne mention obtenue à Oyem dans l'exécution des travaux d'aménagement des espaces dédiés aux plantations du programme Graine, Baticom Gabon ajoute des lauriers à sa couronne.

## Urbanisme et logement

## Des textes appelés à être révisés



Photo : D.R.

Désiré Guedon au cours d'une séance de travail avec les responsables des directions de son département.

AJT

Libreville/Gabon

**RÉCEMMENT** nommé à ce poste, le ministre de l'Urbanisme et du Logement, Désiré Guedon, qu'accompagnait son ministre délégué Jean Sylvain Bekalé Nze, a présidé, mercredi, une série de rencontres avec les responsables des différentes directions de son département. L'objectif étant d'avoir une meilleure lisibilité du secteur, en vue d'y apporter des améliorations, conformément aux objectifs visés par le gouvernement. Aussi, chaque responsable administratif a-t-il décliné les missions globales, les projets en voie d'exécution, les difficultés, les dettes et les contentieux ainsi que les perspectives. « Malgré les efforts consentis, des difficultés récurrentes obèrent la bonne

marche de ces programmes. Il s'agit, notamment, de la promiscuité des bureaux, de la vétusté des bâtiments, de l'insuffisance des cadres, du manque de matériels roulants, de l'absence d'internet et d'intranet. A cela, on ajoute le chevauchement des textes dans les attributions des missions de certaines administrations », notent les collaborateurs du ministre. Au regard de ce chapelet de doléances, Désiré Guedon a indiqué que « si nous sommes là, c'est qu'il y a un problème. Nous sommes invités à trouver des solutions ensemble pour améliorer les conditions de vie des populations en matière d'acquisition de parcelles et des logements décentes à moindre coût. » Dans ce sens, le membre du gouvernement a instruit les directeurs généraux de proposer davantage de solutions, plutôt que de se limiter à identifier uniquement les

problèmes. Car, a-t-il poursuivi, « il faut une visibilité du secteur auprès des usagers, à travers l'accès (...) aux logements (...) ».

Dans cette perspective, une commission chargée de la révision des textes du ministère, sous la supervision de son secrétaire général, a été commise en vue de réfléchir davantage à une synergie d'actions au sein de l'administration. De même que la nécessité d'une meilleure communication et d'un partage d'informations entre les différentes entités du département.

Par ailleurs, les membres du gouvernement ont invité tous les directeurs généraux à plus de responsabilité, de ponctualité, de pro-activité, d'esprit d'équipe et de cohésion. Car, leur seul dénominateur commun reste la satisfaction des besoins des populations gabonaises.



## DIRECTION GENERALE

## COMMUNIQUE

## PIECES DE MAINTIEN DE DROITS EN LIGNE

La Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale informe les allocataires et les bénéficiaires des allocations familiales que les pièces de maintien des droits (certificats de scolarité, certificats médicaux et de non scolarité) sont disponibles sur son site internet [www.cnss.ga](http://www.cnss.ga).

En rappel, la date limite de dépôt est fixée au **31 décembre 2015** et tout certificat mal rempli, incomplet ou déposé au-delà de cette date sera rejeté.

Fait à Libreville, le 29 septembre 2015.

Le Directeur Général

  
Dr. Désiré LASSEGUE